

GREFFE
du Tribunal de Commerce de
SOISSONS
Palais de Justice
76, rue Saint Martin
02200 SOISSONS

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

Dépôt effectué par :

! S.A.R.L.
! DINICHERT-VIET et Associés
! 12 Rue de la Buerie
! BP 50
!
! 02200 SOISSONS

! S.A.R.L.
! DINICHERT-VIET et Associés
! 12 Rue de la Buerie
! BP 50
!
! 02200 SOISSONS

Numéro RCS : SOISSONS B 000 000 000

<8207/95B00>

Pièces déposées le 30/11/1995

Numéro : 9501107

! ATTESTATION BANCAIRE 22/11/1995
! P.V. D'ASSEMBLEE du 24/11/1995
! ACTE SSP en date du 24/11/1995
! - CONSTITUTION Sté Commerciale
! Coût du dépôt : 74,80 Francs.
! Dont T.V.A. : 6,80 Francs.

Le Greffier,

DINICHERT-VIET ET ASSOCIES
SARL DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
au capital de 50 000 Francs
Siège social : 12, rue de la Buerie - BO 50 - 02202 SOISSONS CEDEX
==*==*==*==*==*==*==*==*==*==

PROCES-VERBAL
DE LA DELIBERATION DES ASSOCIES EN DATE DU 24 NOVEMBRE 1995

L'an mil neuf cent quatre vingt quinze,
Le vingt quatre novembre,
A dix heures,

Les associés de la société à responsabilité limitée DINICHERT-VIET ET ASSOCIES au capital de 50 000 Francs, divisé en 500 parts de 100 Francs chacune, dont le siège social est à SOISSONS - 02202 - B.P. 50 - 12, rue de la Buerie, se sont réunis immédiatement après la signature des statuts.

Sont présents :

-Monsieur Jean-Marc DINICHERT
propriétaire de DEUX CENT CINQUANTE parts,
ci250 parts

-Monsieur Gérard VIET
propriétaire de DEUX CENT CINQUANTE parts,
ci250 parts

Total des parts présentes500 parts

Tous les associés étant présents, l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise de plus de la moitié des parts sociales.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Marc DINICHERT doyen d'âge qui indique que l'assemblée est appelée à délibérer sur la nomination du gérant.

Après délibération, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION :

L'assemblée générale nomme aux fonctions de gérant de la société pour une durée indéterminée à compter de la date des statuts :

- Monsieur Gérard VIET, demeurant à SOISSONS - 02200 - 26, rue Mahieu

Par application de l'article 13 des statuts de la société, la gérance aura les pouvoirs les plus étendus vis-à-vis des tiers pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager dans tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

Par ailleurs, les associés décident de reporter à une séance ultérieure la question des appointements de la gérance.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



Monsieur Gérard VIET déclare accepter les fonctions dont s'agit et remplir toutes les conditions requises pour les exercer.

DEUXIEME RESOLUTION :

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal pour l'accomplissement des formalités légales partout où besoin sera.

Elle confère spécifiquement tous pouvoirs à Monsieur Gérard VIET, gérant à l'effet de requérir auprès de Monsieur le Greffier du Chef de la Cour d'Appel d'AMIENS l'inscription de la société sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Compagnie Régionale d'AMIENS.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix heures trente.
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a ensuite été signé après lecture par tous les associés présents.

COPIE CERTIFIEE CONFORME

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' or 'V' shape with a horizontal line extending to the left.

le
Nos références
Vos références

A T T E S T A T I O N

Nous soussignés, BANQUE SCALBERT DUPONT, Société anonyme au capital de 250.000.000 F, dont le siège social est à LILLE, 33, avenue Le Corbusier, représentée par Monsieur Michel PRATT agissant en qualité de Directeur de l'Agence de SOISSONS,

Certifions, par la présente, qu'une somme de 50.000,00 F (CINQUANTE MILLE FRANCS) représentant la souscription du capital de la SARL DINICHERT VIET ET ASSOCIES, a été déposée au compte N° 279.100.105.629 pour y demeurer bloquée conformément à la loi.

Fait à Soissons, le 22 novembre 1995



Michel PRATT

Directeur

Agence de
Soissons
2 avenue du Général
et de la Division-Leclerc
B.P. 14
02201 Soissons Cedex
Tél. : 23.59.20.90
Télécopie : 23.59.27.11
Télex : 150530 F SCADU

STATUTS

DINICHERT - VIET ET ASSOCIES
SARL DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

CAPITAL SOCIAL : 50 000 FRANCS

SIEGE SOCIAL : 12 RUE DE LA BUERIE - BP 50
02202 SOISSONS CEDEX

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Jean-Marc DINICHERT,
né le 13 Septembre 1948 à SOISSONS (02),
demeurant à PASLY (02) - Rue du Bois Roger.
Epoux de Madame Marie-Françoise WEYMEERSH marié sous le régime de la
séparation de biens.
Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre de la Région d'Amiens,
Commissaire aux comptes inscrit à la Compagnie régionale d'Amiens.

- Monsieur Gérard VIET,
né le 30 Décembre 1948 à PANTIN Seine St Denis,
demeurant à SOISSONS (02) - 26, rue Mathieu,
Epoux de Madame Claude BIENCOURT marié sous le régime de la communauté.
Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre de la Région d'Amiens,
Commissaire aux comptes inscrit à la Compagnie Régionale d'Amiens.

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le
présent acte.

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à
responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant
cette forme de société et celles régissant la profession de commissaire aux comptes, et
par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La société est dénommée "DINICHERT - VIET et Associés". La mention SARL de
Commissaires aux Comptes, inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux
Comptes à Amiens, figurera sur les documents émanant de la société.

Article 3 - Objet

La société a pour objet, dans tous les pays, l'exercice de la profession de commissaire
aux comptes telle qu'elle est définie par la loi du 24 juillet 1966 et telle qu'elle pourrait
l'être par tous les textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y
rapportent et contribuent à sa réalisation.

↓ 81

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Article 4 - Siège social

Le siège de la société est fixé à SOISSONS (02) - 12 rue de la Buerie - BP 50.

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est de 50 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des associés.

Article 6 - Apports - Formation du capital

- Monsieur DINICHERT apporte à la société une somme en espèces de vingt cinq mille francs, ci 25 000,00 F.
- Monsieur VIET apporte à la société une somme en espèce de vingt cinq mille francs, ci 25 000,00 F.

Cette somme dépend de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint.

Le conjoint intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associée.

Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à M. VIET.

Total égal au capital social 50 000,00 F.

Cette somme de 50 000,00 F. a été, dès avant ce jour, déposée à la Banque SCALBERT DUPONT agence de SOISSONS à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro

Article 7 - Capital social - Parts sociales

1) Le capital social est fixé à 50 000 F. divisé en 500 parts de 100 F. chacune entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- A Monsieur DINICHERT, à concurrence de 250 parts sociales portant les numéros 1 à 250 en rémunération de son apport en numéraire..... 250

- A Monsieur VIET, à concurrence de 250 parts sociales portant les numéros 251 à 500 en rémunération de son apport en numéraire..... 250

Total égal au nombre de parts composant la capital social..... 500

↓
S

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

2) La liste des associés sera communiquée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des Pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

3) Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt-cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

4) Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

Article 8 - Augmentation ou réduction du capital

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions des articles 218 de la loi du 24 juillet 1966 et 11 des statuts.

Article 9 - Responsabilité limitée des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

Article 10 - Individualité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est même de chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.



Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou nu-propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, commissaires aux comptes.

Article 11 - Transmission des parts

1) Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.



A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation d son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945, de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

2) Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable ou d'un commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifié à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandée avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.



Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune solution prévue par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3) Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier; lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4) Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Article 12 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé radié de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 13 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.



Dans les rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissemements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participation compatibles avec l'objet social, dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 14 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

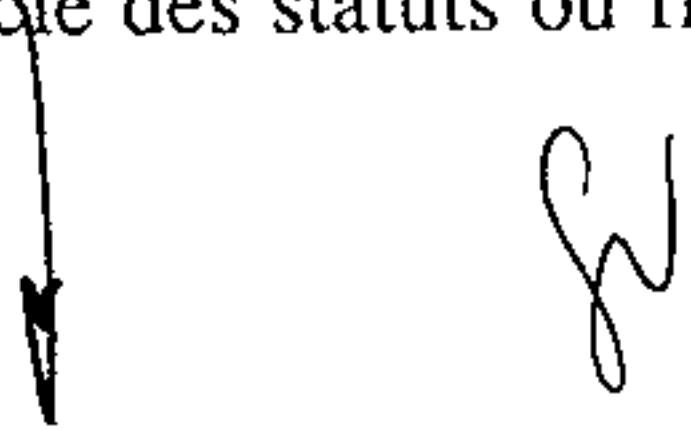
Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par le membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 15 - Majorité

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.



Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Article 16 - Année sociale

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.
Le premier exercice clôturera le 31 décembre 1996.

Article 17 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exerce, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exerce, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 18 - Contestations

En cas de contestations entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes selon l'objet du litige.

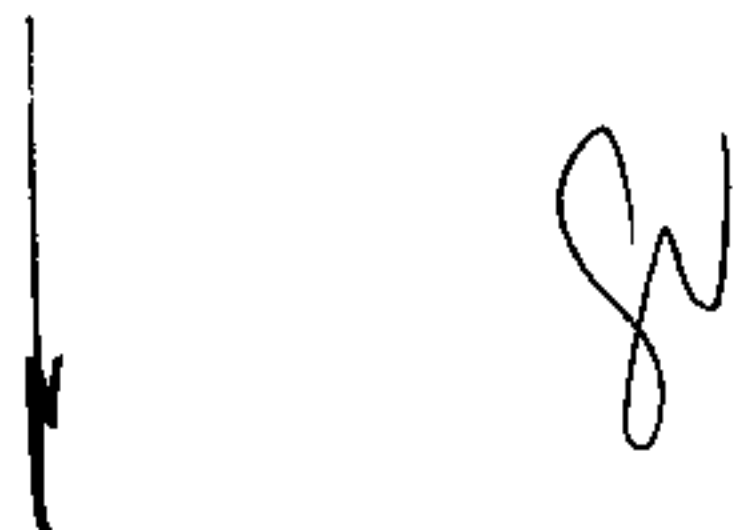
En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire l'arbitrage, selon leur choix, du président de la Compagnie Régionale des Commissaires au Comptes.

Article 19 - Premier exercice social - jouissance de la personnalité morale

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 31/12/96. Les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.



L'état des actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 13 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée générale ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 20 - Nomination du gérant

La nomination du premier gérant sera faite par décision de l'Assemblée Générale, immédiatement après la signature des statuts.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par le loi, et spécialement à Monsieur Gérard VIET à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 22 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

Fait à Soissons
Le 24 Novembre 1995
En 5 originaux dont un pour être
déposé au siège social, et les autres
pour l'exécution des formalités
requises.

En - approuvé

Cher approuvé

Bon pour accord

ANNEXE N°1

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE
DE LA SOCIETE EN FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

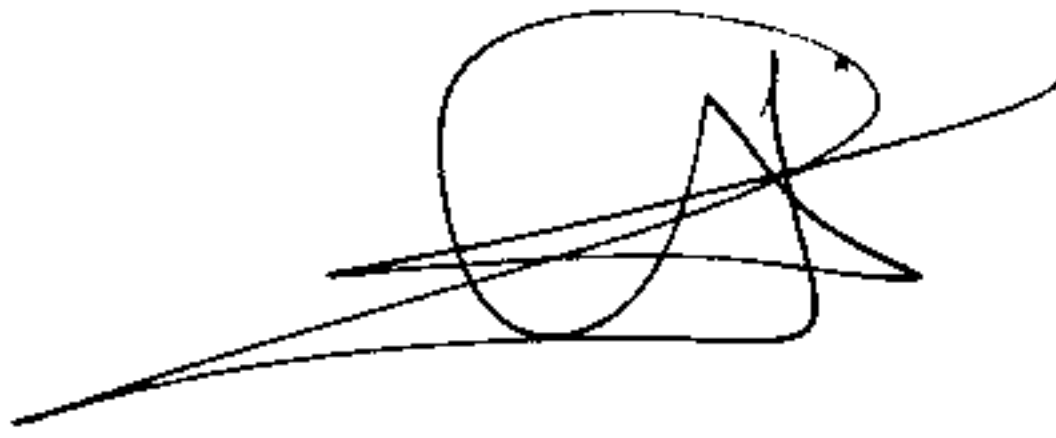
Monsieur Gérard VIET déclare avoir accompli pour le compte de la S.A.R.L.
DINICHERT - VIET ET ASSOCIES, en cours de constitution, les actes et
engagements suivants :

- Ouverture d'un compte bancaire à la Banque SCALBERT DUPONT, agence de
SOISSONS pour dépôt des fonds constituant le capital social.

Conformément à l'article 26 du décret n° 67-236 du 23 Mars 1967, cet état a été
présenté aux associés préalablement à la signature des statuts.
Il est destiné à être annexé auxdits statuts dont la signature par les associés emportera
reprise de ces actes au compte de la société au moment de son immatriculation au
Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à SOISSONS
Le 21 Novembre 1995

Monsieur Gérard VIET

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the left.

ANNEXE N°2

ETAT DES ACTES A ACCOMPLIR
POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Jean-Marc DINICHERT
- Monsieur Gérard VIET

Agissant en qualité d'associés de la Société DINICHERT - VIET ET ASSOCIES, société à responsabilité limitée en cours de formation au capital de 50 000 Francs, dont le siège social est à SOISSONS - 02202 - 12, rue de la Buerie - B.P. 50

Déclarent donner mandat à Monsieur Gérard VIET, demeurant à SOISSONS - 02200 - 26, rue Mahieu de prendre pour le compte de la Société ensemble ou séparément, les engagements ci-après :

-procéder ou faire procéder à toutes formalités de publicité prescrites par la loi ou qui se révéleraient nécessaires et notamment faire procéder à la publication et signer l'avis prévu par l'article 285 du décret du 27 mars 1967 ;

-requérir l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés ;
-prendre tous engagements devant permettre à la Société, dès qu'elle aura sa pleine capacité de poursuivre son activité, prendre, accepter, exécuter tous travaux et marchés, traiter et s'engager envers tous clients et fournisseurs, procéder à tous achats et ventes nécessaires à leur exécution, engager tout personnel et le payer ;

-assurer les dépenses courantes en ce qu'elles concernent la mise en fonctionnement de la Société ;

-régler tous les frais, droits et honoraires auxquelles les formalités constitutives donneront lieu ;

- requérir auprès de Monsieur Le Greffier en Chef de la cour d'Appel d'AMIENS, l'inscription sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Compagnie Régionale d'Amiens.

-procéder à l'ouverture de tous comptes bancaires, les gérer et administrer tant activement que passivement ;

-encaisser et régler les sommes, faire toute déclaration, signer toutes pièces, et en général faire le nécessaire.

Monsieur Gérard VIET tiendra avec exactitude la comptabilité de ces opérations dont le bénéfice et les charges seront repris par la Société du fait même de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à SOISSONS
Le 24 Novembre 1995

Monsieur Jean-Marc DINICHERT

Monsieur Gérard VIET

